



Prof. Elikia M'Bokolo accompagné de Raïssa Malu, directrice de Investing in People et Dominique Gillerot, administratrice générale du CEC (au milieu).

REVISITER L'HISTOIRE DU CONGO POUR CONSTRUIRE SON AVENIR

Le professeur Elikia M'Bokolo a dirigé les études réalisées par l'UNESCO sur l'utilisation pédagogique des manuels d'histoire générale de l'Afrique. Cet historien congolais est l'instigateur du programme « Bokundoli » focalisé sur la RD Congo. Le programme pilote pour l'enseignement congolais a reçu le soutien financier de la Fondation Roi Baudouin.

Votre tâche consiste à revisiter l'histoire du Congo, en permettant ainsi aux jeunes Congolais de se la réapproprier. Cette histoire a-t-elle été escamotée par les historiens européens ?

« Ce n'était pas une volonté explicite de leur de leur part, mais la colonisation était fondée sur des convictions qui ne reposaient pas sur la réalité vécue par les gens qui l'ont subie. Contrairement à l'Ouest de l'Afrique, la première colonisation y fut un échec, entre la fin du XV^e siècle et le début du XVIII^e. Si les élites du Royaume du Congo se sont d'abord montrées favorables à des ouvertures avec les

Européens, la traite des esclaves a fait tout capoter : elles ont alors décidé de fermer leurs portes aux Européens. Une fois déportés en esclavage, ces citoyens congolais sont devenus, dans plusieurs pays, des résistants à la colonisation. L'entrée au Congo allait donc devenir, pour les Européens, synonyme de violence. Les 25 premières années de la colonisation au Congo ont été les plus violentes de l'histoire coloniale du continent africain. Il ne faut pourtant pas faire de la colonisation - qui s'étale sur moins d'un siècle - le moment essentiel et fondateur du Congo. Il y avait une autonomie de ses sociétés que la colonisation et les régimes

qui lui ont succédé ne sont jamais parvenus à mater. Cette forme de désobéissance, de refus radical de soumission est l'une des particularités majeures des sociétés rurales du Congo ».

C'est un des messages que vous voulez faire passer aux jeunes Congolais ?

« Oui... Nous leur disons : « Nous n'avons pas été des « choses » aux mains des colonisateurs ». Leur véritable histoire ouvrera à leur émancipation, leur permettra de comprendre que leurs ancêtres en ont été acteurs. Et que la citoyenneté dans un État indépendant ne consiste pas à jouir de la liberté, mais à construire le vivre-ensemble.

Les cours prodigués aujourd'hui sont le fruit d'une grande ambiguïté : les gens se sont appropriés et répètent le discours colonial. Il faut

inverser le discours pour dire aux jeunes que le Congo, de très bonne heure, dans les années 1480, s'est inséré dans la mondialisation, pas seulement comme victime, mais aussi comme acteur.

Ce que nous essayons de démontrer, c'est que l'état dans lequel nous sommes n'est pas un état naturel. Notre histoire montre que nombre de nos sociétés se sont organisées. Les Congolais ont démontré leur savoir-faire. Notre système de transmission de savoirs, malgré la traite des esclaves, a permis de faire survivre nos sociétés.

Cette forme d'éducation à l'Histoire a aussi pour objectif de rendre nos jeunes meilleurs tout en vivant mieux, dans des valeurs humaines et citoyennes. C'est aussi développer l'esprit critique. J'espère que c'est le début d'un processus d'évolution de notre société. »

Le programme « Bokundoli » est une collaboration de l'organisation congolaise IIP (Investing In People) et de l'ONG belge CEC (Coopération Éducation Culture). Le programme pilote doit permettre à l'enseignement congolais de renouveler sa manière d'éduquer les jeunes Congolais à la citoyenneté et à la conscience historique de leur État. Il a reçu le soutien financier de la DGD (Coopération belge au développement), de Wallonie-Bruxelles International et de la FRB.

Dominique Gillerot, administratrice-déléguée de CEC précise l'approche pédagogique du projet-pilote : « Elle comprend une application numérique qui intègre des illustrations, des séquences radiophoniques et audiovisuelles, des cartes géographiques. CEC et IPP travaillent avec les enseignants congolais, très intéressés et demandeurs d'une formation. »

3 QUESTIONS À OLIVIER DEFANCE

Les archives privées des rois Léopold I et Léopold II, acquises par la FRB en 1993, sont aujourd'hui amenées à occuper une place centrale dans les travaux de la commission parlementaire consacrée à la colonisation. L'historien Olivier Defrance est l'auteur de l'inventaire de ces documents.



Les archives avaient été conservés par Adrien, Constant et Auguste Goffinet, hommes de confiance des rois Léopold I et Léopold II. Quelles sortes de documents y trouve-t-on ?

« Les archives couvrent essentiellement le règne de Léopold II. Le plus ancien document date de 1811 et le plus récent de 1947. On y trouve de tout : de la correspondance échangée entre le roi et ses conseillers ; des documents diplomatiques, politiques, urbanistiques ; des carnets de notes ; des récits de voyages ; des contrats de mariage de la famille royale ; des documents qui concernent le Congo et sa gestion ; d'autres qui touchent à la fortune privée de Léopold II – qui a par ailleurs servi à financer son entreprise congolaise... »

Et les archives Goffinet sont maintenant disponibles pour des projets de recherche ?

« Au total, ce sont des milliers de pièces. J'ai mis un an et demi à les trier, classer et inventorier, avec l'appui du service des Archives du Palais royal, auxquelles elles sont confiées en dépôt. Elles ont déjà pu être exploitées par de nombreux historiens. Mais elles ne sont bien entendu pas la chasse gardée de quelques spécialistes, elles sont accessibles à tout un chacun. »

Quel rôle peuvent-elles jouer dans le cadre de la commission parlementaire sur le passé colonial ?

« Les documents qui traitent de la politique congolaise de Léopold II permettent de mieux cerner la mentalité et la volonté du roi au Congo, et de mieux comprendre comment il agissait en réponse aux critiques faites à l'égard de la politique de colonisation. Sans l'intervention de la Fondation Roi Baudouin pour acquérir ces archives, nous n'aurions pas pu développer toute la connaissance historique que nous avons aujourd'hui. »

www.patrimoine-frb.be